

**Zeitschrift:** Revue économique franco-suisse  
**Herausgeber:** Chambre de commerce suisse en France  
**Band:** 59 (1979)  
**Heft:** 4

**Artikel:** L'évolution économique récente et à court terme de la France  
**Autor:** Pelletier, Robert  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-886782>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



# L'évolution économique récente et à court terme de la France

En première approche, on peut dire, à la fin de l'année 1979, que l'économie française se porte plutôt mieux que ce qu'on avait pu craindre il y a quelques mois, après le deuxième choc pétrolier. En revanche, les perspectives 1980 sont incertaines, et l'on peut même éprouver des craintes à ce sujet. Au cours des récents mois, des modifications structurelles sont intervenues dans l'économie française qui permettent un relatif optimisme à plus long terme.

## I. Situation actuelle de l'économie française

L'évolution conjoncturelle de l'économie française, depuis la rentrée, confirme la poursuite de la croissance notée au cours de l'été.

En effet, la production continue à progresser. Le volume de la demande finale augmentera, selon les prévisions officielles de 3,7 % en 1979 comme en 1978, alors que les mêmes prévisions officielles avaient tourné autour de 3 à 3,2 % au début de l'année. On peut considérer que le maintien de l'activité est généralement assuré jusqu'à la fin de l'hiver prochain, étant donné l'évolution récente de la demande. Cette expansion a résulté surtout de la progression rapide de la production des industries de biens intermédiaires, comme c'est le cas d'ailleurs dans les autres pays industriels. Mais le mouvement a été plus accentué en France pour ces secteurs. L'expansion des autres industries est beaucoup plus modérée.

L'amélioration générale de la conjoncture au cours des derniers mois s'est répercutée sur la situation de l'emploi. Le chômage partiel a diminué de moitié en un an et se trouve actuellement à son niveau le plus bas depuis 1976. En outre les offres d'emploi enregistrées continuent d'augmenter et les demandes d'emploi non satisfaites ont cessé de croître. D'ailleurs le chômage indemnisé plafonne depuis l'été.

Du côté du commerce extérieur, un nouveau déficit a été enregistré en octobre et le taux de couverture a été de 92,9 %. Ce résultat s'explique par le fort déficit pétrolier, mais aussi par celui du secteur des biens de consommation et des équipements ménagers.

Mais la balance des paiements est largement équilibrée grâce aux excédents enregistrés sur les invisibles.

Il faut également noter que la France est devenue le 3<sup>e</sup> exportateur du monde. La forte progression de nos exportations, qui atteint près de 20 % par rapport à la période de janvier-octobre de l'année dernière, s'explique par les forts excédents que nous enregistrons dans l'automobile et les biens d'équipement professionnels.

Il est bien évident cependant que de tels résultats pourraient être remis en cause, si les produits français venaient à perdre au moins une part de leur compétitivité en raison de l'inflation que connaît la France actuellement.

Sur le plan de la hausse des prix en effet, nos performances ne sont pas très bonnes. Le dernier indice des prix connu s'inscrit en hausse de 11,3 % en un an (octobre 78 à octobre 79). Cependant, l'accélération de la hausse des prix en France est inférieure à celle qui a été observée dans les autres pays. En outre, la progression des prix des produits manufacturés privés, récemment libérés (de juin 1978 à août 1978), a été relativement modérée : +9,4 % pour les dix premiers mois de 1979, contre +11,9 % pour l'ensemble des produits manufacturés y compris l'énergie, +10,2 % pour l'ensemble des prix.

## II. Perspectives pour 1980

Les perspectives de l'économie française pour l'an prochain dépendront évidemment dans une certaine mesure de l'évolution conjoncturelle enregistrée dans les grands pays industriels.

Au plan intérieur, il y a incontestablement une crainte de ralentissement

économique. L'économie française pourrait en 1980, c'est-à-dire après la fin de l'hiver, entrer dans une phase de modération, pour plusieurs raisons : menaces permanentes de la hausse des prix du pétrole, progrès plus modéré du pouvoir d'achat ; en outre, l'activité de production est actuellement un peu en avance sur l'évolution du pouvoir d'achat.

En effet, on a remarqué un mouvement de désépargne assez important, ce qui prouve que les Français cherchent à maintenir le niveau de leurs dépenses. Il est difficile de donner une interprétation de cette évolution de l'épargne, mais on peut penser que le pourcentage de revenu épargné finira par revenir au niveau auquel il se situait il y a quelques mois. La demande de consommation risque de s'en ressentir.

En ce qui concerne la demande d'investissements, on constate quelques premiers mouvements de reprise. Si l'on en croit notamment la dernière enquête de l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Économiques), les investissements productifs se situeront à un niveau assez nettement plus élevé en 1980 qu'en 1979. En effet, interrogés par l'INSEE en novembre 1979, les industriels ont déclaré qu'ils augmenteraient de 15 % leurs dépenses d'investissements en 1980 par rapport à cette année. Compte tenu de la hausse des prix prévue pour les biens d'équipement (10 %), ces prévisions correspondent à une augmentation des investissements en valeur réelle, c'est-à-dire en volume, de 4,5 % contre 1,5 % en 1979.

Mais l'évolution interne de l'économie française dépendra largement de ce qui se passera à l'extérieur, dans les pays industrialisés qui sont nos principaux partenaires. Malheureusement, sur ce plan, il y a quelques craintes à avoir, puisqu'on prévoit une récession aux États-Unis et en Grande-Bretagne, et un léger tassement de la conjoncture en RFA. Il faut certes nuancer ce tableau pessimiste dans la mesure où les grands pays industriels se trouvent



à des points différents de leur cycle de croissance, de sorte que les effets d'une contagion de ralentissement seront peut-être plus limités qu'il y a 5 ans.

Par ailleurs, même si le franc se maintient par rapport au dollar, voire se réapprécie par rapport au dollar, la hausse du prix du pétrole risque d'avoir des effets néfastes sur l'économie française. Dans quelle mesure, nous ne le savons pas, mais les facteurs politiques, pouvant conduire à une pénurie sur ce plan, peuvent annihiler toutes les prévisions économiques pour 1980.

### III. Les évolutions structurelles de l'économie française

Les changements structurels que nous voyons se produire dans l'économie française actuellement sont incontestablement des éléments d'optimisme à plus long terme. Trois traits principaux paraissent se dégager dans ces évolutions structurelles.

Tout d'abord on constate, élément négatif celui-ci, que la progression des dépenses des secteurs publics et parapublics ne se dément pas. Les dépenses de la Sécurité Sociale et des collectivités locales, sans parler de l'État, conduisent à une ponction de plus en plus importante du pouvoir d'achat des entreprises et des salariés. Le CNPF a plusieurs fois jeté l'alarme à ce sujet. Il est bien évident que les charges sociales imposées aux entreprises ne pourront indéfiniment augmenter sans menacer, cette fois de façon décisive, la compétitivité de nos industries. Par ailleurs, dans le même ordre d'idée, il apparaît nécessaire de

freiner les dépenses des collectivités locales, rappelons à ce sujet que la taxe professionnelle devrait augmenter cette année en moyenne de 30 %, les augmentations ponctuelles et individuelles imposées à des entreprises pouvant être évidemment très supérieures.

Il existe cependant deux facteurs d'optimisme :

Progressivement, la libération des prix commence à donner des résultats sur la situation financière des entreprises. L'impact de la libération sur ce plan est difficile à cerner. Mais il est incontestable. Il a été possible grâce à la faculté donnée désormais aux entreprises industrielles de s'adapter de façon plus efficace à la configuration réelle des marchés aussi bien intérieurs qu'extérieurs.

L'amélioration de la situation financière des entreprises est certes limitée, puisque les bénéfices des entreprises n'auront en 1978 et 1979 fait que rattraper leur niveau d'avant la crise. Mais il est incontestable que les sociétés ont commencé à se désendetter et qu'au fur et à mesure que se poursuivra cet assainissement en cours, elles pourront lancer de nouveaux programmes d'investissements.

Par ailleurs la loi Monory de 1978, en accordant notamment une détaxation des revenus investis en actions, a permis une relance du marché financier. Un certain nombre de sociétés ont donc pu s'approvisionner en argent frais sur le marché financier. La structure financière des entreprises françaises devrait donc progressivement s'améliorer.

D'autres facteurs nettement favorables jouent actuellement : c'est le redéploiement que l'on constate tous les

jours dans l'industrie française. Les entreprises — on pourrait presque dire : grâce à la crise, — ont recherché une gestion plus stricte et de nouveaux marchés. Ceci est valable aussi bien pour les petites et moyennes entreprises que pour les grandes entreprises. En ce qui concerne les entreprises de taille réduite, on constate qu'elles ont davantage cherché à exporter, non seulement à l'intérieur du marché commun, mais aussi, ce qui est nouveau, à l'extérieur des marchés européens.

Ainsi donc, la France a réussi au cours des récentes années et des récents mois à surmonter les contraintes accrues d'une dépendance importante en énergie et en matières premières, grâce à un effort spectaculaire de l'ensemble des chefs d'entreprise. Cet effort devra être poursuivi. Il faudra en particulier encourager les secteurs d'activité susceptibles de promouvoir une croissance plus forte, qu'il s'agisse de secteurs peu dépendants de l'extérieur pour leurs approvisionnements en énergie ou en matières premières ou de secteurs à technologie de pointe. A ce sujet, des mutations sont en cours dans la politique industrielle des pouvoirs publics français.

En fin de compte, on peut dire que face à la crise, l'économie française a pu commencer à faciliter l'orientation de l'épargne vers l'industrie, mettre fin au contrôle administratif des prix en place depuis 30 ans, équilibrer sa balance des paiements, et de plus, assurer le maintien du pouvoir d'achat des Français. Au regard des critères de dynamisme (productivité, gains de part de marché, expansion globale), l'économie française, depuis 5 ans, supporte bien la comparaison avec celle de la plupart de ses partenaires.

**Pour une Retraite  
heureuse...**

**Une Assurance Vie  
sérieuse.**

**« La Suisse »  
Assurances**

**Vie  
Retraite  
Invalidité  
Rentes viagères**

**Siège Spécial et Direction pour la France : 3, rue Origet B.P. n° 1537, 37015 TOURS CEDEX**

**Téléphone : 61.12.12 Télégamme : SUISSE VIE Télax : 750.039 F**

**Délégations : Aix-en-Provence : " Le Bel Ormeau ", avenue de la Cible, 13100 AIX-EN-PROVENCE. Téléphone : (42) 27.37.30. Télax : 410820 F**

**Bordeaux : 3, cours G. Clemenceau, 33000 BORDEAUX. Téléphone : (56) 44.87.11**

**Centre de production Rhône-Alpes : 100 bis, rue Montgolfier, 69006 LYON. Téléphone : (78) 52.34.03 +**

**GARANTIES CROISSANTES ET VALORISABLES**